

Nouvelles pratiques sociales



Agir en démocratie, Hélène BALAZARD, Paris, Éditions de l'Atelier, 2015, 155 pages

Jeanne Demoulin

Volume 27, numéro 2, automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037696ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037696ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Demoulin, J. (2015). Compte rendu de [*Agir en démocratie*, Hélène BALAZARD, Paris, Éditions de l'Atelier, 2015, 155 pages]. *Nouvelles pratiques sociales*, 27(2), 314–318. <https://doi.org/10.7202/1037696ar>



COMPTES RENDUS

AGIR EN DÉMOCRATIE

Hélène BALAZARD

Paris, Éditions de l'Atelier, 2015, 155 pages.

Voilà assurément un essai qui contribuera aux débats et actions sur le nécessaire renouveau démocratique. Dans cet ouvrage paru aux Éditions de l'Atelier (anciennement Éditions ouvrières, maison qui a historiquement promu des ouvrages au service de l'éducation populaire et de l'émancipation), la politologue et militante Hélène Balazard livre un guide pratique pour tous ceux qui souhaitent agir pour étendre et approfondir la démocratie. Dans la lignée des classiques *Rules for radicals* de Saul Alinsky (1971) et *Roots for radicals* d'Edward Chambers (2003) auxquelles l'auteur se réfère très souvent, l'ouvrage expose la manière dont les individus peuvent participer et plus précisément s'organiser afin de relever les « défis démocratiques » auxquels nous sommes confrontés. Elle s'appuie pour cela sur de nombreux exemples d'initiatives françaises et anglo-saxonnes encore largement méconnues qui donnent à voir au lecteur les attendus, la mise en œuvre et les effets concrets de tels processus de mobilisation. L'auteur restitue des scènes et construit des analyses à partir d'un matériau d'enquête très riche recueilli notamment au cours de plusieurs années d'observation participante, lorsqu'elle était doctorante et étudiait l'organisation London Citizens puis en tant que citoyenne engagée aux côtés de l'Alliance citoyenne de l'agglomération grenobloise. On suit ainsi plus particulièrement ces deux organisations communautaires dont quelques « campagnes » sont décrites sous différents angles dans chacun des chapitres. L'ouvrage fait le point sur différentes formules d'organisations communautaires, leurs enjeux et leurs apports en

termes de renouvellement démocratique. Ce faisant, l'auteur revient de manière très pédagogique sur des théories et concepts clés des sciences sociales qui deviennent autant de clés de lectures des processus sociaux à mettre au service de l'action (le pouvoir, le conflit, l'organisation, le leadership, la communauté ...).

Le point de départ de l'ouvrage est le suivant. Le fonctionnement démocratique actuel présente trois grandes limites que tentent de dépasser ceux qui veulent « améliorer la démocratie » (p. 11) : le développement du pouvoir des plus démunis n'est pas assuré ; les relations humaines et le pouvoir ne sont pas au cœur de la politique ; le partage clair et juste des responsabilités n'est pas garanti. Les citoyens qui s'organisent et mènent des actions pour améliorer la démocratie se heurtent eux-mêmes à de multiples défis s'ils veulent non seulement donner des gages d'amélioration dans ces trois domaines mais également faire correspondre leur pratique de la démocratie et leur idéal démocratique. L'auteur identifie alors cinq problématiques à affronter : trouver un équilibre entre démocratie directe, participative et représentative, entre les initiatives des sociétés civiles et les initiatives des institutions ; développer une capacité d'autocritique permanente afin de s'améliorer en continu tout en étant actif ; acquérir une légitimité pour représenter les citoyens ; concilier démocratie et efficacité ; prendre du pouvoir sans être au pouvoir, c'est-à-dire sans être élu, membre d'un gouvernement ou plus largement faire partie des « puissants ». Ces cinq problématiques font l'objet d'autant de chapitres qui structurent l'ouvrage.

« Forme d'auto-organisation collective à l'échelle locale visant l'amélioration des conditions de vie des habitants mobilisés et la justice sociale » (p. 29), le *community organizing*, dans sa version indépendante et radicale, est une réponse à la première interrogation (chapitre 1). Les organisations qui le mettent en œuvre visent la constitution de contre-pouvoirs dans une logique d'interpellation des institutions par les citoyens. Il ne s'agit en aucun cas de promouvoir un désengagement des institutions mais bien de permettre aux citoyens de s'insérer dans les relations de pouvoir afin de faire valoir leurs revendications. L'objectif est ainsi d'acquérir non seulement le pouvoir de « faire » mais aussi, et surtout, le pouvoir de « faire faire » (p. 34). Des organisations comme London Citizens et l'Alliance citoyenne parviennent, par l'adoption de cette logique d'action, à répondre aux trois défis démocratiques. Elles développent le pouvoir de ceux qui en ont le moins en se constituant en « assistance politique » (p. 38). Elles proposent notamment des formations au leadership qui visent à faire prendre conscience aux citoyens de leur pouvoir dans une logique qui rappelle les démarches de conscientisation de Paulo Freire

(1974). Elles remettent les relations humaines au cœur de la politique en faisant de chaque espace d'échange un « moment de convivialité » (p. 42) mais également en assurant le développement de liens entre les citoyens et les « organisateurs », employés de l'organisation, par l'organisation de rencontres interindividuelles. Enfin, elles contribuent à établir un partage clair et juste des responsabilités par la conduite de « campagnes » qui visent l'interpellation des responsables politiques sur les problématiques soulevées par ses membres. Elles promeuvent ainsi des processus d'*accountability*, ou reddition de comptes, des responsables politiques.

La philosophie pragmatique, entendue comme le fait d' « enrichir sa pratique en tirant les leçons des erreurs et réussites du passé » (p. 51), donne des pistes pour être toujours, dans un même mouvement, à la fois critique et actif et donne ainsi des éléments de réponse au deuxième questionnement (chapitre 2). Assurer une continuité entre la fin et les moyens d'une action et favoriser le développement d'un « savoir pratique » contribue à rendre l'action « plus efficace et plus crédible » (p. 54). Dans le même temps, les citoyens organisés doivent veiller à « prendre régulièrement un temps de recul réflexif sur [leurs] pratiques » (p. 55). Le pragmatisme recherché est un pragmatisme radical, « ni trop cynique, ni trop idéaliste » (p. 55) qui part du monde tel qu'il est pour aller, petit à petit, vers le monde tel qu'il devrait être.

La troisième problématique est celle de la représentation (chapitre 3). Cette dernière apparaît nécessaire en démocratie dans la mesure où l'on est souvent confronté à l'impossibilité, notamment pour des raisons matérielles, de « participer directement et sur un pied d'égalité [...] à toutes les décisions qui nous concernent » (p. 61). Toutefois, la « représentativité » des représentants et leur légitimité à représenter ceux qu'ils prétendent représenter est souvent discutable. Après un rappel utile des différentes acceptions du terme « représenter », l'auteur expose les partis-pris des organisations communautaires, qui sont selon elle autant de solutions pour faire face aux impasses d'une représentation idéale. London Citizens et l'Alliance citoyenne choisissent ainsi de « ressembler en rassemblant ». Elles « dessin[ent] le visage de Londres et de Grenoble, tout en forçant le trait sur les personnes les moins souvent “dessinées” » (p. 66) et tout en veillant à ce que les représentants soient des « citoyens ordinaires » et des personnes directement concernées par les problèmes autour desquelles sont construites les « campagnes ». Cela permet dans le même temps de travailler l'un des objectifs premiers de ce type d'organisation, la valorisation et la démocratisation des corps intermédiaires de la société et donc leur renforcement et l'élargissement de leur « base ». Les organisations

utilisent des méthodes spécifiques pour permettre au maximum de personnes de faire connaître leur opinion au cours des assemblées et lors des prises de décision (l' « appel » au cours duquel chaque membre se présente, les affiches présentes dans la salle, le vote...). Il s'agit ainsi d'assurer la validation et la légitimation par les membres des modes de représentation mis en œuvre.

La tension entre efficacité et démocratie trouve également des moyens d'être résorbées, au moins partiellement, dans les méthodes mises en œuvre par les *community organizations* radicales et indépendantes. Leur modèle d'action conduit à multiplier les possibilités de mise en œuvre d'une démocratie directe en travaillant à la fois sur les « campagnes » aux différentes échelles et sur le fonctionnement de l'organisation elle-même. Pour gagner en efficacité, les organisations misent beaucoup sur le développement de relations de confiance entre les membres afin de permettre la définition d'un « bien commun » qui contribue à faire en sorte que tous agissent ensemble dans la même direction, en poursuivant des intérêts communs sur lesquels ils se sont mis préalablement d'accord. Le rôle des « organisateurs » est à ce titre déterminant.

Enfin, pour proposer des issues à la dernière interrogation, celle de savoir comment faire pour s'assurer de prendre du pouvoir sans être élu, membre d'un gouvernement, ou faire partie des « puissants », l'auteur propose ici encore quelques méthodes éprouvées par les organisations communautaires indépendantes et radicales. Ces dernières procèdent à une analyse des relations de pouvoir avant toute action afin d'identifier les responsables et, dans le même temps, trouver des alliés. Une fois ces relations comprises, des « revendications stratégiques », c'est-à-dire structurées en fonction des résultats donnés par l'analyse du jeu d'acteur, sont définies. Ensuite, il s'agit de « polariser » et de « personnaliser », c'est-à-dire de trouver un responsable et non « le » responsable (en considérant que toute responsabilité est partagée) auprès duquel faire valoir sa revendication. Au cours de ce processus, il est essentiel de « cultiver son indépendance » (p. 125) ce qui peut s'avérer particulièrement complexe lorsque l'on sait à quel point le financement de ces initiatives et celui de l'auto-organisation de la société civile de manière générale est complexe et fragile.

L'ouvrage constitue ainsi un formidable plaidoyer pour la multiplication d'initiatives s'inscrivant dans la lignée d'un *community organizing* indépendant et radical qui viendra sans nul doute alimenter les réflexions et les pratiques des lecteurs de la revue *Nouvelles pratiques sociales*. À l'issue de la lecture, on est convaincu qu'il est possible d'agir pour répondre aux défis démocratiques tant les organisations proposent des

solutions qui, sans prétendre être idéales et uniques, ont fait leurs preuves. Toutefois, l'ouvrage ne dit rien du « côté obscur » de ces organisations : quelles sont leurs limites ? Connaissent-elles des échecs ou, à tout le moins, des expériences non concluantes ? L'analyse de ces situations aurait été utile, non pour remettre en cause la plus-value de telles organisations, mais pour mettre à disposition du lecteur un répertoire d'exemples lui permettant d'être davantage outillé au moment d'agir. Dans le même ordre d'idée, une analyse, même rapide, d'autres types d'organisations communautaires, par exemple celles relevant du « développement communautaire » mentionné au premier chapitre (p. 32), aurait ajouté aux qualités pédagogiques de l'ouvrage. Elles auraient satisfait davantage le lecteur-acteur comme l'acteur-lecteur qui souhaiterait acérer son jugement critique devant la nébuleuse des formes d'organisations communautaires.

Jeanne DEMOULIN

Post-doctorante
Université de Sherbrooke

BIBLIOGRAPHIE

ALINSKY, S. (1971). *Rules for Radicals: A Pragmatic Primer for Realistic Radicals*. New-York : Vintage.

CHAMBERS, E. (2004). *Roots for Radicals : organizing for power, action and justice*. New-York : Continuum.

FREIRE, P. (1974). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Éditions Maspéro.